

force-t-elle pas constamment, au contraire, de relever davantage son tarif et de rendre plus difficiles les moyens de communication avec les autres nations? Tandis que des commissaires de commerce sont délégués dans toutes les parties du globe en vue d'accroître le commerce international, les gouvernements des divers pays ne s'emploient-ils pas à surélever les barrières commerciales pour qu'il soit de plus en plus ardu de les franchir? Je ne verrai peut-être pas le fait se produire, mais il viendra sûrement un jour où l'échange des produits se réalisera librement entre les nations de l'univers, pour le grand bienfait de l'humanité. Je sais que ce n'est pas à l'heure actuelle une politique pratique, mais nous n'en devons pas moins reconnaître que nous ne pouvons obtenir de véritable prospérité si nous continuons à élever de plus en plus les barrières commerciales.

Ce sujet n'est pas, toutefois, celui que je tenais à discuter. J'ai plutôt en vue les conditions qui sévissent dans l'Ouest, et à l'égard desquelles je suis peut-être aussi bien renseigné que tout autre de mes collègues du Sénat. J'ai rencontré un personnage très bien connu au pays—il n'est pas membre du Parlement—et ce monsieur m'a demandé: "Qui a raison, les fermiers ou M. Beatty, ou M. Black des intérêts meuniers, au sujet de la situation dans l'Ouest?" Qui a raison? Ma foi, si vous interrogez les fermiers, vous obtenez une version, et si vous vous adressez à M. Beatty, vous en obtenez une autre. J'admire grandement M. Beatty, en sa double qualité de citoyen et de président d'un important chemin de fer, et je sais qu'il croit à l'effet psychologique de dire à la population que les conditions nationales ne sont pas aussi terribles qu'elle le pense. Quoi qu'il en soit, la chose n'est pas très rassurante pour celui qui se débat dans ce temps de détresse. Je dirai sans ambages que dans l'Ouest canadien les fermiers éprouvent des difficultés financières, et je ne comprends pas pourquoi on contesterait ce fait ni pourquoi on le tairait. Les conditions qui existent dans l'Ouest sont les pires que j'aie constatées durant mes quarante-neuf années d'expérience dans cette région. Nous avons connu des temps de crise; des récoltes ont manqué; j'ai moi-même subi des déceptions de toute espèce auxquels doivent s'attendre les agriculteurs; mais la crise actuelle comporte un élément qui n'a jamais existé auparavant, et c'est le manque de confiance en l'avenir.

En 1930, le prix moyen du blé était de 92 cents le boisseau. Quel sera le prix moyen en 1931? Quelqu'un est-il assez audacieux pour affirmer que ce prix dépassera 60 cents le boisseau? Sous quel rapport la situation du cultivateur s'améliorera-t-elle dans les douze pro-

chains mois? Je ne crois pas que les conditions agricoles dans l'Ouest canadien puissent s'améliorer avant un ou deux ans, peut-être plus.

Pour bien élucider ce point, je pourrais mentionner quelques chiffres. En 1927-1928, 1,000 boisseaux de blé auraient suffi à liquider une dette de \$1,200; aujourd'hui il en faudrait 3,000. Les prix des produits agricoles se sont effondrés hors de toute proportion avec les prix des objets indispensables aux travaux agricoles. Il y a dix-huit mois, le blé valait \$1.40 à Fort-William; aujourd'hui il vaut 60 cents. L'orge valait 50 cents, il y a dix-huit mois; aujourd'hui sa valeur est presque nulle. Il est peut-être déplacé de mentionner ma propre expérience. L'an dernier, j'ai obtenu une magnifique récolte d'orge, de la qualité 3 C.W., soit la meilleure qualité récoltée dans l'Ouest canadien. J'en ai expédié 2,000 boisseaux, à raison de 14 cents le boisseau, ce qui était supposé le prix le plus élevé dans l'Ouest du Canada, l'automne dernier. Je suis heureux de dire que mes greniers en contiennent encore 2,000 boisseaux, que je ne vendrai pas à 14 cents, car ils serviront à nourrir mes bestiaux, si possible.

En 1927-1928, personne n'a signalé aux cultivateurs la crise qui allait surgir. Qui aurait pu prédire, il y a deux ans, que le blé tomberait de \$1.40 à 60 cents le boisseau? Je ne pense pas qu'il se soit produit dans tout autre commerce canadien un effondrement comparable à celui du blé. Nous savons que dans les périodes de dépression, c'est l'agriculture qui reçoit le premier coup. Mais il ne s'agit pas simplement d'un coup, mais d'une catastrophe, et les faits doivent être articulés. Il y aura des victimes dans l'Ouest canadien, et je ne vois pas comment il soit possible d'éviter le désastre.

Je n'ai pas perdu foi dans l'Ouest, connaissant trop ses ressources, ses succès passés et ses perspectives. Ne faut-il pas, néanmoins renseigner nos concitoyens pour qu'ils comprennent la situation dans laquelle nous nous débattons? Les banques, les compagnies de prêts hypothécaires et les autres créanciers des cultivateurs peuvent grandement contribuer à soulager la situation actuelle. Je ne suis pas de ceux qui prennent un plaisir particulier à souligner les iniquités des banques et des établissements de crédit, et je ne me plains pas que les banques soient trop lentes à prêter leurs fonds aux cultivateurs. L'expérience m'a démontré que les avances de fonds étaient trop précipitées, mais les établissements de crédit ont exigé un taux d'intérêt trop élevé. S'ils s'étaient montrés plus circonspects, ils auraient probablement pu diriger leurs affaires avec plus de prudence et avec profit. Les compagnies de prêts hypothécaires